

cautions ; elle voulait s'assurer que l'ordre ne serait pas troublé à sa porte, et que sa rivale ne profiterait pas de son absence pour la supplanter dans les Balkans. En concluant une entente avec l'Autriche, la Russie comptait la paralyser. L'accord se fit donc sur un programme négatif et il dura ; les sentiments personnels des deux souverains l'un pour l'autre, et la prudente réserve du comte Goluchowski y contribuèrent pour une large part.

Survinrent les troubles de Macédoine : les deux associées revendiquèrent le droit d'y maintenir l'ordre et la paix ; l'Europe leur fit confiance pour agir en son nom. Le voyage de l'archiduc héritier, François-Ferdinand, en Russie, en février 1902, resserra encore l'entente ; le programme, que les « deux puissances les plus directement intéressées » allaient se charger de faire appliquer, fut arrêté à Mürzsteg (25 février 1903¹).

Le programme de Mürzsteg, c'était le système du « *statu quo* amélioré » ; « c'était, a dit très bien M. Isvolski dans son discours du 18 avril, un protocole de désintéressement ». Nous avons vu comment les quatre autres grandes puissances, et particulièrement l'Angleterre, coopérèrent aux réformes ; mais l'accord entre Vienne et Saint-Pétersbourg n'en fut pas troublé. La Russie, aux prises, en Extrême-Orient, avec les pires difficultés, abandonnait, en fait, la direction au Cabinet de Vienne ; elle lui savait gré de ne pas profiter des embarras qu'elle avait en Asie, pour s'assurer des avantages particuliers. La droiture de Nicolas II était particulièrement sensible aux procédés loyaux de l'empereur François-Joseph. La paix rétablie en Extrême-Orient, l'entente se maintint :

1. Voyez ci-dessus, page 183.